

Zeitschrift: Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 30 (2011)

Artikel: La Suisse dans les rets de l'anticommunisme transnational durant la Guerre froide : réflexions et jalons

Autor: Dongen, Luc van

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1077948>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse dans les rets de l'anticommunisme transnational durant la Guerre froide: réflexions et jalons

Luc van Dongen

Avec un certain retard par rapport à d'autres disciplines, l'histoire fait depuis quelques années grand cas du concept de «transnational», au point que d'aucuns parlent d'un «*tournant transnational*»,¹ qui ferait suite au soi-disant «*linguistic turn*». L'avenir nous dira si l'historiographie traverse actuellement une réelle mutation ou s'il ne s'agit que d'un simple élargissement du questionnaire, hypothèse bien plus probable – et sans doute aussi plus souhaitable.² Toujours est-il que le transnational est à la mode et qu'il suscite de nombreux travaux aussi bien théoriques qu'empiriques. On dispose même déjà d'un dictionnaire voué à cette approche historique.³

L'anticommunisme, en tant que sensibilité, voire idéologie massivement partagée dans le monde dit «libre» au temps de la Guerre froide, mais aussi au titre de mobilisation cherchant à contrer un danger perçu comme tentaculaire et orchestré depuis Moscou par une action elle aussi coordonnée au-delà des limites nationales, soulève la question de la transnationalité. D'autant que le terme de «croisade», associé spontanément à la lutte contre le communisme, sous-entend l'idée d'une action collective, telle que l'appelait d'ailleurs de ses vœux un Georges Albertini en 1960, arguant que «*de même qu'il y a l'OTAN et le Fonds monétaire international, nous avons besoin au plus vite d'un Politburo du monde libre*». ⁴ De fait, pendant comme avant la Guerre froide, il s'est trouvé des organisations anticomunistes privées et/ou publiques (ou les deux à la fois) dotées de ramifications en plusieurs pays. Sans parler de l'omnipotence que le sens commun prête aux services de renseignements occidentaux, en particulier étasuniens (CIA), qui auraient agi en sous-main sur tous les fronts de la Guerre froide, tel un marionnettiste tirant les ficelles.

1 Iriye, Akira, «The Transnational Turn», *Diplomatic History* 31/3 (2007), p. 373–376.

2 Robinson, William I., «Beyond Nation-State Paradigms: Globalization, Sociology, and the Challenge of Transnational Studies», *Sociological Forum* 13 (1998), p. 561–594 (croit en un changement de paradigme complet dans les sciences sociales). Pour un point de vue moins radical, voir par exemple les travaux de Pierre-Yves Saunier, notamment «È pericoloso sporgersi? Attrazioni e limiti dell'approccio trans-nazionale», *Contemporanea* 7/1 (2004), p. 114–122.

3 Saunier, Pierre-Yves; Iriye, Akira (éd.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History. From the mid-19th century to the present day*, Londres 2009.

4 Revue *Est & Ouest* (cité dans Sportès, Morgan, *Ils ont tué Pierre Overney*, Paris 2008, p. 13).

Au-delà, quel sens y aurait-il à adopter une perspective transnationale face à un objet comme l'anticommunisme? A quoi pourrait ressembler une telle étude? Cette contribution, animée par la conviction que la démarche transnationale peut être intéressante, propose quelques éléments de réflexion à ce sujet, par le biais du prisme helvétique. On s'intéressera à l'art et à la manière dont la Suisse a été prise dans les rets d'une geste anticomuniste transnationale, et ce malgré la neutralité et le relatif isolationnisme culturel du pays au temps de la «seconde» défense spirituelle. Si, comme ironisent Sebastian Conrad et Jürgen Osterhammel, «l'Allemagne n'est pas une île»,⁵ est-il besoin de préciser que la Suisse non plus? En porte-à-faux avec le discours officiel, certaines formes concrètes et organiques de solidarité occidentale ont vu le jour dans le cadre de la lutte contre le communisme. Nous en pointerons quelques aspects à la fin, en nous appuyant sur les premiers résultats d'une recherche en cours.⁶ Mais d'abord, qu'est-ce que l'histoire transnationale et comment l'utiliser pour étudier l'anticommunisme?

L'histoire transnationale...

Elle-même, pour l'heure, se définit en termes plutôt vagues et ouverts. Des essais autour de cette approche,⁷ on retiendra qu'elle se veut fondamentalement une histoire relationnelle enjambant les frontières. Au lieu d'envisager les phénomènes historiques comme inscrits dans des espaces clos et figés, elle met en question l'existence des entités nationales et des cloisonnements spatiaux en portant son attention sur les liens, rapports, échanges, connexions, flux, transferts qui non seulement les traversent, mais aussi les façonnent dans un processus dialectique. L'histoire transnationale s'attache aux interactions – à la fois matérielles et immatérielles – entre les nations, que celles-ci passent par des personnes, des idées, des actions, des produits, des capitaux, des représentations, des savoirs, des normes ou encore des modes de vie.

5 Osterhammel, Jürgen; Conrad, Sebastian, *Das Kaiserreich transnational: Deutschland in der Welt 1871–1914*, Göttingen 2004, p. 7.

6 Recherche intitulée provisoirement «La 'garde anticomuniste' suisse et ses homologues occidentales au temps de la guerre froide: réseaux, milieux et transferts transnationaux (1945–1975)», financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (programme «Ambizione»), et rattachée à l'Université de Fribourg (professeur Claude Hauser).

7 Clavin, Patricia, «Defining Transnationalism», *Contemporary European History* 14/4 (2005), p. 421–439; Budde, Gunilla; Conrad, Sebastian; Janz, Oliver (éd.), *Transnationale Geschichte. Themen, Tendenzen und Theorien*, Göttingen 2006; Middell, Matthias, «Transnationale Geschichte als transnationales Projekt. Zur Einführung in die Diskussion», *Historical Social Research / Historische Soziale Forschung* 2 (2006), p. 110–117; Osterhammel, Jürgen, «Transnationale Gesellschaftsgeschichte: Erweiterung oder Alternative?», *Geschichte und Gesellschaft* (27/3) 2001, p. 464–479; Patel, Kiran Klaus, «Überlegungen zu einer transnationalen Geschichte», *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 52/7 (2004), p. 626–645; Saunier, Pierre-Yves, «Circulations, connexions et espaces transnationaux», *Genèses* 4/57 (2004), p. 110–126.

Initialement, l'histoire transnationale s'est employée à se démarquer de deux autres disciplines embrassant elles aussi, chacune à leur manière, plusieurs espaces et échelles: l'histoire comparée et l'histoire des transferts culturels.⁸ Tandis que la seconde entendait dépasser les «*limites*» de la première,⁹ l'une et l'autre ont été renvoyées dos à dos par l'histoire transnationale sous prétexte de natio-centrisme: il leur était reproché d'accentuer les particularismes, d'essentialiser et de réifier les histoires nationales. Entre-temps, le débat s'est apaisé et il ne reste plus grand monde aujourd'hui pour camper sur des positions aussi tranchées. Bien plus nombreux sont ceux qui reconnaissent la nécessité de combiner les démarches, en gardant à l'esprit les bienfaits – surtout heuristiques – du comparatisme, ainsi que les acquis de l'histoire des transferts, qui est très proche en définitive de l'histoire transnationale, du moins en termes méthodologiques. Les historiens comparatistes ont désormais intégré un certain nombre de questionnements et critiques émanant de l'histoire transnationale tout en réaffirmant les vertus de la comparaison,¹⁰ tandis que les historiens des transferts ne cessent d'explorer de nouvelles voies («*histoire croisée*»¹¹).

Dans sa quête de légitimation, l'histoire transnationale a sans doute caricaturé et dénaturé l'histoire des relations internationales avec laquelle elle ne voulait surtout pas être confondue. Réduites aux relations inter-étatiques officielles, les relations internationales ont servi de repoussoir servant à mettre en avant une histoire socio-culturelle attentive aux contacts informels et non gouvernementaux, décentrée, débarrassée – en principe – de tout ancrage national. On en est pourtant revenu. D'abord pour reconnaître à l'histoire internationale (l'ex-histoire diplomatique) certaines percées pionnières;¹² ensuite pour nuancer la radicalité du parti pris «a-national». Le consensus qui se dessine actuellement tend à revaloriser l'importance du facteur national dans l'histoire, sans pour autant considérer le cadre de l'Etat-nation comme un donné immuable qu'il faudrait se priver de mettre en question sur le plan historique. L'histoire transnationale ne fait pas comme s'il n'y avait plus ni frontières ni nations (à la différence de certains courants de *World History* ou *Weltgeschichte*): en partant de ces dernières, elle s'intéresse prioritairement à ce qui les transcende et traverse.

8 Sur l'histoire comparée, voir entre autres Haupt, Heinz Gerhard; Kocka, Jürgen (éd.), *Geschichte und Vergleich. Ansätze und Ergebnisse international vergleichender Geschichtsschreibung*, Francfort 1996; Cohen, Deborah; O'Connor, Maura (éd.), *Comparison and History: Europe in Cross-National Perspective*, Londres 2004. Pour les transferts, voir Espagne, Michel, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris 1999.

9 Espagne, Michel, «Les limites du comparatisme en histoire culturelle», *Genèses* 17 (1994), p. 112–121.

10 Kocka, Jürgen, «Comparison and Beyond», *History and Theory* 42 (2003), p. 39–44.

11 Werner, Michael; Zimmermann, Bénédicte (éd.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris 2004.

12 Keohane, Robert O.; Nye Jr., Joseph S., «Transnational Relations and World Politics», *International Organization* 25/3 (1971), p. 329–349 et 721–748.

Bien qu'il n'appartienne pas spécifiquement à l'histoire transnationale et qu'il ne lui soit pas forcément consubstantiel, un autre concept doit être introduit ici, parce qu'il va souvent de pair avec cette approche et qu'il est particulièrement pertinent pour l'histoire de l'anticommunisme: le concept de réseau. Très souvent invoqués, rarement définis,¹³ les réseaux sont un outil incontournable, quoique difficile à appréhender. Si les modèles élaborés par les sciences sociales – sociologie en tête¹⁴ – ne manquent pas d'intérêt, leur utilisation ne va pas de soi, car les réseaux y sont généralement entendus au sens de réseaux sociaux (liens familiaux, amicaux, professionnels, associatifs, etc.). Cette acception est assez éloignée de la réalité des réseaux socio-politiques qui font le substrat de la lutte contre le communisme. Certaines typologies pourraient toutefois se révéler utiles, comme celle qui divise les réseaux en communautés politiques («*policy communities*»), communautés épistémiques («*epistemic communities*») et coalitions de défense («*advocacy coalitions*»).¹⁵ Les communautés politiques seraient des groupes relativement homogènes partageant les mêmes valeurs, soudés derrière un projet global et enclins à coopérer tous azimuts (partis, mouvements, fronts, etc.). Les communautés épistémiques pourraient être comprises comme des groupes d'experts, des collectifs composés de professionnels ou de gens d'une même spécialité ayant certes un objectif commun, mais limité, spécifique, temporaire. Ces réseaux d'experts fonctionneraient comme des canaux de diffusion d'idées et de connaissances entre sociétés civiles et gouvernements tant à l'intérieur d'un espace que d'un pays à l'autre. Par contraste, les coalitions de défense seraient des constellations plus lâches et fragiles, agrégeant, au gré des circonstances, des organisations diverses n'ayant parfois qu'un seul dénominateur commun, prêtes à un rapprochement ponctuel mais guère plus.¹⁶

Par ailleurs, il faut signaler l'importance de l'idée de «*State-Private Networks*» (réseaux Etat-privé). Ce sont des études ayant trait à l'anticommunisme, en particulier à la Guerre froide culturelle des Etats-Unis, qui ont donné corps à cette

13 La situation est en train de changer. Voir les colloques «Grenzen und Chancen der historischen Netzwerkforschung» organisé en décembre 2009 par le NS-Dokumentationszentrum de Cologne, ainsi que «Analyse de réseaux en histoire: approches, outils, problèmes» qui s'est tenu à l'Université de Lausanne en février 2010.

14 Castells, Manuel, *La société en réseaux*, Paris 2001. Voir aussi Degenne, Alain; Forsé, Michel, *Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie*, Paris 1994; Wasserman, Stanley; Faust, Katherine, *Social network analysis. Methods and applications*, Cambridge 1994.

15 Typologie élaborée par divers sociologues et politologues et reprise par Kaiser, Wolfram, «Transnational networks in European governance: the informal politics of integration», in: Gehler, Michael et al. (éd.), *Netzwerke im europäischen Mehrebenensystem. Von 1945 bis zur Gegenwart. Networks in European multi-level Governance. From 1945 to the Present*, Vienne 2009, p. 12–33.

16 Sur les réseaux en histoire, voir aussi Unfried, Berthold et al. (éd.), *Transnationale Netzwerke im 20. Jahrhundert. Historische Erkundungen zu Ideen und Praktiken, Individuen und Organisationen*, Leipzig 2008.

notion,¹⁷ pour signifier «*la collaboration étendue et sans précédent entre les agences 'officielles' des Etats-Unis et des groupes 'privés' ou des personnes, afin de développer et de mettre en pratique des programmes politiques, économiques et culturels pour soutenir la politique étrangère des Etats-Unis*».¹⁸

... et l'anticommunisme (suisse)

Il nous semble que, en complément des méthodes classiques, l'approche transnationale peut constituer une précieuse boîte à outils pour analyser les ressorts d'une hypothétique imbrication de la Suisse dans une lutte anticomuniste transnationale.

Sans doute serait-il utile, au préalable, de situer l'anticommunisme helvétique par rapport à celui des autres pays, en s'interrogeant sur les ressemblances et les différences d'intensité, de fonction, de morphologie, etc. Néanmoins, dans une optique transnationale, le défi est ailleurs: il est de déterminer jusqu'où a pu aller la solidarité occidentale des différents milieux anticomunistes suisses et d'en questionner la logique et les soubassements.¹⁹ Que recouvrent exactement les interdépendances? De quelles motivations, valeurs communes ou au contraire décalages celles-ci sont-elles empreintes? Quel type de rapport à l'autre traduisent-elles? Plusieurs travaux ont montré, par exemple, que les collusions entre certains secteurs américains et européens masquent des liens subtils, qui rendent les notions d'«empire», d'«hégémonie» et de «contrôle» exercés par les Etats-Unis non pas caduques, mais complexes.²⁰

Méthodologiquement, il paraît fécond de partir des connexions.²¹ Ce qui revient, en premier lieu, à repérer les connexions *internationales*, pour ensuite s'interroger sur leur dimension *transnationale*, c'est-à-dire la mécanique des circulations. Pour ce faire, il convient de s'attacher à tous les types de connexions et d'interactions entre la Suisse et l'étranger ayant l'anticommunisme comme justification première.

17 Laville, Helen; Wilford, Hugh (éd.), *The US Government, Citizen Groups and the Cold War: The State-Private Network*, Londres 2006; Lucas, Scott, «Beyond Freedom, Beyond Control: Approaches to Culture and the State-Private Network in the Cold War», in: Scott-Smith, Giles; Krabbendam, Hans (éd.), *The Cultural Cold War in Western Europe 1945-1960*, Londres 2003; Berghahn, Volker R., «A Private-Public Partnership? The Cultural Policies of the US Administrations in Western Europe and the Role of the Big American Foundations», in: Geppert, Dominik (éd.), *The Postwar Challenge. Cultural, Social and Political Challenge in Western Europe, 1945-1958*, Oxford 2003.

18 Lucas, Scott; Kennedy, Liam, «Enduring Freedom: Public Diplomacy and US Foreign Policy», *American Quarterly* 57/2 (2005), p. 312.

19 «Mieux connaître la densité sociale des anticomunistes», pour citer Becker, Jean-Jacques; Berstein, Serge, «L'anticommunisme en France», *Vingtième Siècle* 15 (1987), p. 17.

20 L'on songe notamment ici au rôle de la CIA dans le Congrès pour la liberté de la culture. Voir Saunders, Frances Stonor, *Qui mène la danse? La CIA et la guerre froide culturelle*, Paris 2003, et le débat suscité par ce livre.

21 Clavin (cf. note 7), p. 427, Saunier (cf. note 7), «Circulations», p. 9.

Cela comprend les coopérations officielles ou non, les contacts institutionnels ou personnels, les conférences et réunions, l'activité éditoriale et publicistique, les échanges d'informations ou de documentation, les financements, bref toutes les formes de liens.²² Or, étant donné que, d'une certaine manière, tout est lié à tout, et que presque aucun domaine n'échappe aux incidences de la Guerre froide, le champ doit être circonscrit. D'où le choix qui a été fait de concentrer les recherches dans trois directions:

- a) Les relations avec l'étranger des services, organisations et individus suisses les plus actifs dans la lutte anticomuniste (aussi bien privés qu'étatiques)²³
- b) Les ramifications helvétiques des organismes anticomunistes internationaux/transnationaux²⁴
- c) L'implication/instrumentalisation de la Suisse dans les politiques anticomunistes étrangères (niveau bilatéral, européen et atlantique)

Même limitée ainsi, la tâche reste énorme, d'autant que l'historiographie est encore pauvre en la matière. Quelques jalons peuvent quand même être avancés provisoirement, à titre indicatif.

Imbrication «occidentale» par la bande

Ce pourrait être l'idée force. Encore faudrait-il qu'on en saisisse toute l'ambiguïté, la complexité et la richesse. Imbrication dans quoi: dans un référent occidental au sens large, seulement européen, aussi atlantique (dans l'orbite de l'OTAN)? Imbrication de qui: de la Suisse officielle (et officiellement neutre), de certains milieux purement privés, de coalitions mi-privées, mi-publiques procédant à une division du travail? Seulement de la droite ou aussi, comme dans d'autres pays, de certaines franges de la gauche non communiste? Imbrication comment: identification totale et sans réserve ou simple alliance tactique? Processus poreux avec influence réciproque, ou bien relation étanche? Imbrication délibérée ou instrumentalisée?

22 A noter que l'inverse aussi mériterait d'être pris en compte: l'absence de liens, les rendez-vous manqués, les manifestations d'indifférence, les incompatibilités, les ruptures...

23 Côté étatique: la Police fédérale et autres services de sécurité, etc. Côté «privé»: le *Schweizerischer Aufklärungsdienst* (SAD), le Comité suisse d'action civique de Marc-Edmond Chantre (CSAC), le *Nationales Informationszentrum* d'Albert Müntz (NIZ), le *Schweizerisches Ost-Institut* de Peter Sager (SOI), etc. La liste n'est de loin pas exhaustive.

24 Paix et Liberté, le Congrès pour la liberté de la culture (CLC), Interdoc, l'*Anti-Bolschewistischer Block der Nationen* (ABN), le Centre européen de documentation et d'information (CEDI), le Comité international de défense de la civilisation chrétienne (CIDCC), l'Office international des œuvres de formation civique et d'action doctrinale selon le droit naturel et chrétien (Cité catholique), la *World Anti-Communist League* (WACL), etc.

De toutes les régions linguistiques ou principalement de la Suisse alémanique, bien plus anticommuniste que le reste du pays? Par intermittences ou continûment?

Il est certain que, pour comprendre le phénomène, celui-ci devrait être inscrit dans son contexte et mêlé à une trame chronologique. Si elle ne commença pas en 1945,²⁵ l'histoire dont il s'agit prit une nouvelle tournure avec la Guerre froide, ce qui permet de prendre cette date (ou un peu avant) comme point de départ. Le legs de la Seconde Guerre mondiale et la possibilité d'associer désormais le communisme au nazisme («totalitarisme»), le spectre de l'anéantissement nucléaire, le développement de la guerre psychologique et des nouveaux moyens de propagande et de renseignement, l'apparition du thème de la guerre révolutionnaire dans le sillage de la décolonisation, mais aussi, plus profondément, l'intégration européenne, l'américanisation des sociétés, la mondialisation, sont autant de traits qui remodelèrent l'anticommunisme. Au niveau explicatif, les interconnexions qui nous intéressent sont donc à mettre en relation avec ces données. Plus directement, elles furent également tributaires de certains faits politiques. Le coup de Prague en février 1948, la répression de l'insurrection de Budapest à l'automne 1956 doublée de la crise de Berlin en 1958–1961, le mouvement contestataire des années 1960 et l'émergence de la Nouvelle Gauche fournirent en effet des impulsions – sinon des prétextes – majeures. Si bien qu'en l'état actuel de nos connaissances, et en tenant compte des chronologies tant nationale qu'internationale, l'on serait tenté de proposer la périodisation suivante: après une phase transitoire entre 1943 et 1947, où les autorités demeurèrent prudentes et où la scène anticommuniste helvétique peina à se recomposer, les contacts avec l'étranger s'intensifièrent au cours des années les plus «chaudes» de la Guerre froide (1948–1962), atteignant des sommets lors de la guerre de Corée et après les événements de Hongrie; pour ensuite se stabiliser sous le signe de la lutte contre les «leurres» de la coexistence pacifique et contre les nouveaux visages de la «subversion gauchiste» (1963–1978); avant de connaître un second souffle, plus marginal, durant la seconde Guerre froide (1979–1991).

On sait que, pour combattre l'influence du communisme international, le chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer aurait bien aimé créer dans l'ombre de l'OTAN une sorte d'Antikomintern démocratique (pour se distancer de l'Antikomintern nazi).²⁶ En Suisse, jamais un président n'aurait pu caresser un tel projet. Non par tiédeur de conviction – l'anticommunisme y était une religion d'Etat –, mais en raison de la sacro-sainte neutralité. Même si le chef de la diplomatie helvé-

25 Caillat, Michel; Cerutti, Mauro; Fayet, Jean-François et al. (éd.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse – Geschichte(n) des Antikommunismus in der Schweiz*, Zurich 2009.

26 Körner, Klaus, «Politische Broschüren im Kalten Krieg, 1947 bis 1967», Exposition *Deutschland im Kalten Krieg*, Deutsches Historisches Museum.

tique se posa des questions sur son sens après les événements tchécoslovaques,²⁷ la neutralité s'imposera comme la pierre angulaire de la politique étrangère de la Confédération pendant toute la Guerre froide.

En esprit, la Suisse reconnut pourtant clairement sa solidarité avec le bloc de l'Ouest. Comme le résuma le même Petitpierre en 1948, «*malgré notre neutralité, nous sommes dans un des deux camps entre lesquels le monde est divisé*». ²⁸ Cela se vérifia sur les plans idéologique, culturel, économique et même, dans une certaine mesure, militaire, par l'intégration de facto de la défense helvétique à la stratégie de l'OTAN.²⁹ Les Etats-Unis ne s'y trompèrent pas, qui observèrent au début des années 1950 que la neutralité suisse penchait «*du bon côté*». ³⁰

Cependant, en politique étrangère, la Confédération s'évertua à défendre la neutralité, entendue comme interdiction de se lier formellement au camp occidental. Elle se réserva le droit de reconnaître précocement certains Etats communistes quand des intérêts le commandaient (Chine, 1950) et d'adhérer à certaines organisations internationales si celles-ci ne présentaient pas un caractère politique jugé trop marqué (OECE, 1948). Ligne en fait assez arbitraire et fluctuante, car l'Organisation européenne de coopération économique n'était pas moins «politique» que le Centre européen de la culture, auquel la Confédération dénia une subvention en 1954.³¹ Et la vérité d'un jour n'était pas celle du lendemain. Ainsi le gouvernement refusa-t-il d'adhérer au Conseil de l'Europe en 1949, au motif qu'«*il n'est pas possible de dissocier complètement le Conseil de l'Europe des autres accords et organisations par lesquels l'Europe occidentale cherche à se défendre, avec l'aide des Etats-Unis, contre la menace soviétique et communiste*»,³² avant de faire volte-face en 1963.

Tout en étant profondément hantée par le danger communiste, la «doctrine Petitpierre» (1945–1961) traçait une ligne de partage entre ce qui était compatible avec la neutralité et ce qui ne l'était pas, légitimant par le volet «solidarité» du dyptique «neutralité et solidarité» la participation suisse au Plan Marshall. Partant,

27 *Documents Diplomatiques Suisses*, base de données en ligne Dodis: <<http://dodis.ch/5582>>.

28 Cf. dodis.ch/5562.

29 Cerutti, Mauro, «La politique de défense de la Suisse pendant les premières années de la guerre froide (1945–1950). Entre neutralité armée et solidarité avec les Occidentaux», *Itinera* 18 (1996), p. 98–129; du même auteur, «La Suisse dans la Guerre froide: la neutralité suisse face aux pressions américaines à l'époque de la guerre de Corée», in: Porret, Michel; Fayet, Jean-François; Fluckiger, Carine (éd.), *Guerres et paix. Mélanges offerts à Jean-Claude Favez*, Genève 2000, p. 321–342; Mantovani, Mauro, «Die Schweiz und die NATO: Typologie einer Nicht-Beziehung (1947–1963)», in: Harder, Hans-Joachim (éd.), *Von Truman bis Harmel. Die Bundesrepublik Deutschland im Spannungsfeld von NATO und europäischer Intergration*, Munich 2000, p. 209–217.

30 Kreis, Georg, «Neutral 'auf der richtigen Seite': schweizerische Aussenbeziehungen in den Jahren 1943–1963», *Neue Zürcher Zeitung*, 13 septembre 2000.

31 dodis.ch/9284, dodis.ch/8542.

32 dodis.ch/8835.

elle distingua aussi un champ d'action juridico-formel et un champ informel. On préconisa la coopération ciblée et ponctuelle plutôt que l'intégration générale en bonne et due forme, en puisant dans le passé pour y chercher une légitimité. «*Notre politique extérieure, depuis un siècle et demi, et avec l'assentiment exprès des autres Etats européens*», plaidait Petitpierre devant le personnel diplomatique en 1949, «*a toujours consisté à ne pas faire de politique sur le plan international, mais à favoriser, par les moyens modestes à notre disposition, tous les efforts accomplis en faveur d'une coopération internationale pacifique.*»³³

Toute velléité officielle de participer à une action anticomuniste commune était donc condamnée à évoluer «sur le fil» et dans le registre informel, ou carrément secret. Les actes ostentatoires, a fortiori s'ils risquaient d'avoir un retentissement public, avaient peu de chances de se concrétiser ou devaient être dénoncés. En revanche, des rapprochements pouvaient avoir lieu en sourdine, par exemple avec les services de renseignements occidentaux. En octobre 1951, le procureur de la Confédération, tandis qu'il rendait compte d'une rencontre qu'il avait eue en Allemagne avec Otto John, chef du *Bundesamt für Verfassungsschutz* (dont le «passage à l'Est» allait bientôt susciter une grande controverse), se félicitait des précieuses relations que le Ministère public entretenait avec ce service, notamment dans le combat contre l'extrémisme de gauche.³⁴ Les services anglo-saxons ne demeurèrent pas en reste, au contraire: en 1960-1962, d'après un tableau statistique interne, 33% des relations du commissariat IV de la Police fédérale (celui chargé des contacts avec l'étranger) concernaient les Etats-Unis (CIA et FBI), et 26% la Grande-Bretagne.³⁵ Des fonctionnaires du Ministère public suivirent même des cours de formation dispensés à Washington par la CIA.³⁶

Opportunistes, les autorités fédérales rechignaient cependant à coopérer avec des autorités étrangères quand cela ne profitait qu'à ces dernières. On refusa d'aider le FBI à traquer les communistes américains sur territoire helvétique (1954), comme on écarta une demande d'information de la CIA au sujet des réfugiés hongrois accueillis en Suisse (1957). A l'inverse, on accepta une coopération policière avec l'Espagne franquiste visant les immigrés espagnols susceptibles d'inclinations communistes (1961) et on pratiqua un échange d'informations avec

33 dodis.ch/8835.

34 Rapport de Werner Lüthi du 9 octobre 1951, Archives fédérales (AF), E 4320(B) 1990/266 vol. 453.

35 Tableau statistique du Ministère public du 18 janvier 1963, intitulé «Auslandverkehr des Kommissariates IV», AF, E 4001(D) 1973/125 vol. 43. Sur les rapports entre la Suisse et les Etats-Unis, et la problématique de l'instrumentalisation de la Suisse dans la lutte anticomuniste (pas développée ici), voir van Dongen, Luc, «De la place de la Suisse dans la 'guerre froide secrète' des Etats-Unis, 1943-1975», *Traverse* 2 (2009), p. 55-71.

36 Un document du 25 septembre 1959 signale par exemple qu'avaient déjà fait le voyage les commissaires Maurer et Müller, ainsi que les inspecteurs Humbert et Cantieni (Notice d'André Amstein à Fritz Dick, AF, E 4001(D) 1973/125 vol. 43).

les Etats-Unis pour démasquer les «terroristes» parmi les exilés chiliens (1973).³⁷ Car il en allait de la sécurité intérieure et extérieure du pays selon le gouvernement.

Les liens à caractère anticomuniste entre la Suisse et l'étranger furent marqués du sceau de l'ambiguïté, se déployant au croisement du privé et du public. Dire que l'Etat délégua aux milieux privés le soin d'entretenir subrepticement les contacts avec le «bloc» de l'Ouest qu'il ne pouvait assumer publiquement serait assurément un peu court. Aucun chef de département n'aurait pris le risque d'asseoir pareille division du travail. Aucun groupe ne jouit de la confiance aveugle du Conseil fédéral ou de la Police fédérale (pas même le *Schweizerischer Aufklärungsdienst*). Et aucune collaboration Etat/privé ne fut vierge de tensions, de heurts, voire de conflits. A Albert Münt, la cheville ouvrière du *Nationales Informationszentrum* (NIZ) et l'un des principaux protagonistes helvétiques de la lutte contre le communisme au temps de la Guerre froide,³⁸ qui s'enquérât auprès du chef du Département de justice et police des possibilités d'une coopération entre le NIZ, la Police fédérale et les services secrets d'autres pays, il fut opposé une fin de non-recevoir extrêmement sèche.³⁹ Quand il s'avéra que le comité Pro Libertate, groupement anticomuniste passablement pro-américain dirigé par Max Mössinger, avait obtenu des ressources financières et documentaires d'un service officiel de RFA pour des expositions montrées en plusieurs villes suisses,⁴⁰ le Conseil fédéral s'en offusqua et se désolidarisa de l'indélicat Mössinger.⁴¹

Il n'empêche que des organisations moins marquées à droite, plus consensuelles et aussi plus proches du pouvoir, purent coopérer avec des instances étrangères sous le regard bienveillant – et parfois complice – des autorités. Le modèle en est le *Schweizerischer Aufklärungsdienst* (SAD). «Prolongement officieux d'Armée et Foyer» (commissaire Maurer), créé en décembre 1947, le SAD se voulait être l'épine dorsale de la défense spirituelle du pays, l'avant-garde de la résistance face à l'«hydre rouge» en train de corrompre les âmes et ronger sournoisement le socle de la nation et de l'ordre social. Le traditionnel anticomunisme de valeurs et de classe, tel qu'assumé par l'Entente internationale anticomuniste au cours de l'entre-deux-guerres,⁴² s'assortissait ici de patriotisme et d'antitotalitarisme. Lors

37 Van Dongen (cf. note 35), p. 66–67. Sur la coopération policière avec l'Espagne, voir Farré, Sébastien, *La Suisse et l'Espagne de Franco*, Lausanne 2007.

38 Albert Münt (1906) dirigeait également l'*Aktion freier Staatsbürger*, créée en 1948.

39 Annotation du conseiller fédéral Markus Feldmann dans son Journal en date du 15 octobre 1952, in Moser, Peter (éd.), *Tagebuch 1923–1958*, 6 vol. et CD-ROM, Bâle 2001–2002.

40 «Berlin – Prüfstein der freien Welt», «Knechtschaft oder Freiheit», «Bern grüsst Berlin», etc.

41 dodis.ch/30573.

42 Caillat, Michel, «L'Entente internationale anticomuniste (EIA): l'impact sur la formation d'un anticomunisme helvétique de l'action internationale d'un groupe de bourgeois genevois», in: Caillat, Michel et al. (cf. note 25), p. 156. L'anticomunisme de valeurs et de classe figurent parmi les sept types d'anticomunismes inventoriés par Becker, Jean-Jacques, «Avant-propos», *Communisme* 62–63 (2000), p. 3–10.

de sa création, il était apparu à ses instigateurs comme aux autorités que, pour être efficace et acceptée par une population en principe rétive à l'encadrement de la pensée, l'action du SAD se devait d'emprunter la voie privée.⁴³ Or les subventions de la Confédération, la composition de son personnel, la présence en son sein de plusieurs représentants notoires de l'Etat (le conseiller fédéral Etter, le chef de la Police fédérale Dick, etc.), ses contacts étroits (du moins jusqu'au milieu des années 1950) avec le Département de justice et police et le Département militaire, trahissaient sa nature semi-publique. D'ailleurs, comme aimait à le rappeler son controversé secrétaire, le SAD n'avait-il pas été mandaté par le Département de l'intérieur pour former des cadres prêts à résister en cas de nécessité?⁴⁴

Avant de nouer des contacts importants avec l'étranger, le SAD s'assurait en règle générale de leur opportunité auprès du gouvernement, conformément à un *modus vivendi* convenu avec le conseiller fédéral Feldmann. Ainsi en alla-t-il avec une réunion qui devait se tenir en Allemagne en octobre 1957, à l'invitation du *Studienbüro Berlin*. Cet organisme «privé» (lié en fait au *Bundesministerium für gesamtdeutsche Fragen*, le Ministère des affaires pan-allemandes), qui œuvrait au renforcement de la formation civique, organisa en effet une rencontre internationale ayant pour but «un échange d'expériences entre délégués de tous les pays d'Europe de l'Ouest au sujet de l'infiltration soviétique et communiste et du moyen de combattre ces manifestations». Le président du SAD, Hans A. Huber, fit part au chef de la Police fédérale de ses hésitations. Mais ce dernier encouragea Huber à faire le voyage de Bad Dürkheim – sans toutefois réclamer le remboursement des frais aux organisateurs!⁴⁵ Ainsi Huber se rendit en Allemagne, accompagné d'E. O. Stauffer. Ils y côtoyèrent des Allemands, des Suédois, des Néerlandais, des Français et même des Américains. Côté allemand était surtout représenté le *Studienbüro*, mais il y avait également un fonctionnaire du Ministère de la défense et un autre du *Bundesministerium für gesamtdeutsche Fragen*. Ce dernier mérite d'être nommé, puisqu'il s'agit d'Ewert von Dellingshausen, personnage clé, expert ès guerre psychologique, en charge notamment des relations de son ministère avec le *Volksbund für Frieden*

43 Lettre de Gustav Egly (SAD) à Werner Lüthi du 8 décembre 1950, AF, E 4320(B) 1990/266 vol. 427.

44 Lettre d'Erwin Oskar Stauffer au commissaire de la Police fédérale Otto Maurer du 28 décembre 1948, AF, E 4320(B) 1990/266 vol. 427. Pendant la guerre, Stauffer (1912) avait travaillé pour le «service spécial» d'Armée et Foyer. Secrétaire du SAD dès 1947, il sera destitué en 1958 en raison de son implication dans l'«affaire Dubois» (du nom du procureur de la Confédération mis en cause pour avoir livré des informations aux autorités françaises concernant les indépendantistes algériens) et de son goût immodéré pour les machinations secrètes (Perrig, Igor, *Geistige Landesverteidigung im Kalten Krieg. Der Schweizerische Aufklärungsdienst und Heer und Haus 1945–1963*, Brig 1993; Frischknecht, Jürg; Haffner, Peter; Haldimann, Ueli; Niggli, Peter, *Die unheimlichen Patrioten. Politische Reaktion in der Schweiz. Ein aktuelles Handbuch*, Zurich 1979).

45 Lettre de Herbert Scheffler (Studienbüro Berlin) à Erwin Oskar Stauffer du 3 août 1957, Archiv für Zeitgeschichte (AfZ), Zurich, SAD-Archiv; Note de Fritz Dick du 16 septembre 1957, AF, E 4320(B) 1990/266 vol. 428.

und Freiheit (VFF) et lié de près à la CIA.⁴⁶ Autre figure dont la présence est à signaler: le Néerlandais Cees van den Heuvel, qui présidait Interdoc, l'un des fers de lance de l'anticommunisme transnational.⁴⁷ Les participants se mirent d'accord sur l'idée de coordonner certaines tâches et de centraliser les informations dans un rapport de synthèse à usage interne. La Suisse accepta d'apporter sa pierre à l'édifice commun, en dépit de quelques restrictions. De fait, la réunion n'était ni la première, ni la dernière du genre. En 1969, le président du SAD aura encore des mots affectueux pour «*notre amie l'organisation internationale Interdoc*». ⁴⁸ Difficile de ne pas voir dans ce «*cercle*» (ainsi qu'il se désignait) une variante de communauté épistémique mentionnée plus haut.

Tirer ce fil jusqu'au bout en dirait long sur l'un des réseaux Etat–privé les plus significatifs de l'histoire transnationale de l'anticommunisme suisse. Il révélerait aussi l'existence de campagnes concertées à l'échelle européenne sur des questions telles que les travailleurs étrangers, les voyages dans les pays de l'Est, l'«infiltration» communiste dans les entreprises, les festivals mondiaux de la jeunesse, etc. On y verrait également à l'œuvre la circulation de documentation (informations brutes, brochures, revues, bulletins internes, affiches, etc.), de représentations et de certaines théories, en particulier celle de la «guerre psychologique», qui intéressa tant les Suisses. Enfin, on remonterait sans doute aux prolégomènes de l'organisation secrète P-26, y compris à ses probables ramifications internationales.⁴⁹

Or ce fil, peut-être le plus intriqué de tous dans les arcanes de l'Etat, n'est qu'un fil parmi d'autres. Plus à droite et à l'extrême droite, des ponts furent également jetés. Par exemple autour du NIZ déjà cité, dont la branche romande, le Centre national d'information (CNI), était conduit par Marc-Edmond Chantre.⁵⁰ Avec

46 Kreuzberger, Stefan, *Kampf für die Einheit: das gesamtdeutsche Ministerium und die politische Kultur des Kalten Krieges 1949–1969*, Dusseldorf 2008; Ludwig, Bernard, «La propagande anticommuniste en Allemagne fédérale. Le 'VFF', pendant allemand de 'Paix et Liberté'», *Vingtième Siècle* 80 (2003), p. 33–42.

47 Scott-Smith, Giles, «Interdoc: Dutch-German cooperation in Psychological Warfare, 1963–1972», in: de Graaf, Beatrice; de Jong, Ben; Platje, Wies (éd.), *Battleground Western Europe. Intelligence Operations in Germany and the Netherlands in the Twentieth Century*, Apeldoorn 2007, p. 169–192; du même auteur, «Confronting Peaceful Co-existence: Psychological Warfare and the Role of Interdoc, 1963–72», *Cold War History* 7/1 (2007), p. 19–43.

48 Lettre de Hans Ulmer (président du SAD) à Hans Walder, procureur de la Confédération, AF, E 4320(C) 1995/391 vol. 220.

49 P-26 est le nom pris de 1981 à 1990 par une organisation militaire secrète créée antérieurement (officiellement en 1957), dans le but de préparer la résistance en cas d'agression soviétique. Son existence, ainsi que celle d'un service de renseignements extraordinaire (P-27), sera révélée par les médias en 1990. Le scandale qui s'ensuivit aboutit à la formation d'une deuxième commission d'enquête parlementaire (CEP 2), dans le sillage de celle qui s'était penchée sur les activités de la Police fédérale après l'«affaire Kopp» (CEP 1). Les liens de P-26 avec les pays de l'OTAN demeurent opaques.

50 Marc-Edmond Chantre (1918) avait fait partie de l'Action nationale et de l'Union nationale de Georges Oltramare dans les années 1930. Il fonda le CSAC en 1948, avec l'ambition de continuer l'œuvre de Théodore Aubert (EIA).

Münst, ce dernier devint l'antenne helvétique de Paix et Liberté, dès lors que se constitua le Comité européen Paix et Liberté (1951), puis le Comité international Paix et Liberté l'année d'après.⁵¹ En mai 1951, les deux hommes se rendirent à un congrès à Baden-Baden réunissant «*toutes les personnalités en vue qui s'occupent, dans leurs pays respectifs, de la lutte anti-communiste*» (Anti-Bolschewistischer Block der Nationen, Paix et Liberté, Centre international de lutte active contre le communisme, etc.).⁵²

Mais bien d'autres milieux et réseaux s'activèrent encore, qui dans le domaine de la politique internationale (le *Schweizerisches Ost-Institut* de Peter Sager, l'*Internationale Studiengesellschaft für Politik* de Karl-Friedrich Grau et aussi Sager), qui dans celui de l'économie (le *Schweizerisches Institut für Auslandsforschung*, la *Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft*), qui au niveau culturel (le Centre européen de la culture, mais aussi la *Swiss-American Society for Cultural Relations*), académique (l'*Osteuropa-Institut* de l'Université de Fribourg, intégré dans le réseau international des «Ost-Institute», l'Institut universitaire des hautes études internationales) ou religieux (l'Office international des œuvres de formation civique et d'action doctrinale selon le droit naturel et chrétien, le Comité international de défense de la civilisation chrétienne, *Glaube in der 2. Welt...*). Bien que distincts et porteurs de cultures politiques spécifiques, ces réseaux s'enchevêtraient souvent en réalité.

A l'instar de *Glaube in der 2. Welt* (G2W), association fondée au début des années 1970 pour promouvoir et défendre le christianisme dans les pays de l'Est (le «deuxième monde»). Issue formellement du giron religieux des Grisons, G2W était en fait, à en croire la correspondance entre son principal acteur (Eugen Voss) et le SAD, patronnée par le *Centre for the Study of Religion and Communism* de Londres, lequel lui fournissait l'essentiel de sa documentation. Dans le cadre de l'association, Voss mit sur pied une *Forschungs- und Informationsstelle Religion und Kirche im kommunistischen Einflussbereich*. L'appellation avait été empruntée à un bulletin du même nom édité par Interdoc. Ce bulletin ayant cessé de paraître, Voss avait demandé à Interdoc le droit de reprendre ce titre. Quant au comité, il se composait du directeur du *Centre for the Study of Religion and Communism*, d'un responsable du *Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien* de Cologne, de quelques autres personnalités allemandes et de l'inévitable Peter Sager (SOI).

Autant dire qu'un grand travail de débroussaillage est à entreprendre pour y voir

51 Ludwig, Bernard, «Le Comité européen et international 'Paix et Liberté' (1950–1970). 'Internationale' ou réseau de l'anticommunisme?», *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 20 (2004).

52 Note confidentielle de l'inspecteur Pache du 25 mai 1951, AF, E 4320(B) 1990/266 vol. 451.

plus clair dans ce maquis touffu de personnes, d'organisations et de réseaux, où surgit parfois un socialiste ou un syndicaliste (Hans Oprecht, Arthur Steiner, Ernst Bircher...). La question reste ouverte de l'imbrication à un ensemble plutôt européen ou plutôt occidental. Sans doute la distinction n'avait-elle pas grand sens pour qui était convaincu que les fondements de «sa» civilisation étaient en danger. Y aurait-il jamais trop de soldats pour défendre le «monde libre»? Les réserves que d'aucuns nourrissaient envers les Etats-Unis ne passèrent-elles pas au second plan face à la priorité de la menace rouge? L'attitude (encore mal connue à vrai dire) d'un Denis de Rougemont, ardent européeniste, qui s'accommoda plutôt bien, semble-t-il, de l'aide (tutelle?) étasunienne au Centre européen de la culture, le donne à penser. Au contraire de certains secteurs de l'extrême droite abhorrant autant le capitalisme que le communisme? A voir. En tout cas, les autorités suisses ne se montrèrent pas indisposées à l'idée que le SAD continuât à s'associer au vaste effort de coordination de la lutte anticomuniste évoqué, auquel les services secrets américains étaient indirectement mêlés (notamment via Interdoc). Relancé à Cologne en décembre 1961, alors que les esprits étaient encore sous le coup de la construction du mur de Berlin, le processus pouvait suivre son bonhomme de chemin. Le conseiller fédéral Wahlen invita seulement ses compatriotes à veiller à ce que les éventuelles actions menées de concert ne soient pas trop entachées d'une image atlantique («NATO-verdächtig»).⁵³

Ainsi, à ne considérer que ces exemples, il apparaît que l'imbrication «occidentale» alla assez loin. Elle s'articula autour d'une phalange essentiellement alémanique qui se raccrocha à certains milieux européens (à prédominance allemande), lesquels étaient liés indirectement aux Etats-Unis. Les superpatriotes helvétiques furent-ils donc aussi des internationalistes? C'est justement ce que la recherche s'emploiera à déterminer. Il est d'ores et déjà certain que la Suisse et des Suisses furent partie prenante d'une geste anticomuniste transnationale.

53 Lettre de Friedrich Traugott Wahlen à Hans A. Huber du 10 avril 1962, AF, E 2001(E) 1976/17 vol. 45.